

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

### LA REPOSE TCHÈQUE A LA CRISE DU CORONAVIRUS : UNE REUSSITE CHAOTIQUE

**S**i l'on regarde les statistiques, la République tchèque semble gérer la pandémie COVID-19 avec un succès relatif. Le nombre de personnes infectées et décédées est inférieur à celui d'autres États de taille et de population similaires - la République tchèque compte 63,87 cas déclarés pour 100 000 habitants et 188 victimes au total, tandis que la Belgique ou le Portugal ont enregistré 337,03 cas et 196,52 patients pour 100 000 habitants et des pertes nettement plus élevées<sup>1</sup>.

Les hôpitaux du pays ne sont pas débordés, le nombre de tests est actuellement de 8 000 par jour et après que le gouvernement a annoncé l'obligation de se couvrir le visage en public, la mobilisation de la société civile a permis de doter le pays de masques « faits maison » en quelques jours. Un mois et demi après la confirmation du premier cas, le 1er mars, les autorités ont présenté un plan de déconfinement progressif dont le gouvernement est fier.

Toutefois, à y regarder de plus près, la situation est moins digne d'éloges. Les mesures louables, telles que le confinement précoce du pays, la couverture obligatoire du visage et le réapprovisionnement relativement rapide en équipements de protection, qui ont contribué à ralentir la pandémie, se sont faites dans un

environnement de mesures populistes, de luttes entre responsables politiques pour se voler la vedette, de communication chaotique, de pratiques commerciales douteuses et de forte dépendance à l'égard de la société civile et de l'autosuffisance des citoyens.

#### Face à l'inconnu

Le gouvernement tchèque, comme tous les autres dans le monde, n'était pas préparé à une pandémie de cette ampleur. Lorsque le premier avertissement du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) a été donné fin janvier, le ministre de la Santé, Adam Vojtěch, a rassuré le Parlement en lui disant que les équipements de protection et les capacités hospitalières étaient suffisants et que des mesures appropriées étaient prises.

En février, les responsables politiques ont mis en garde contre les vacances au ski dans les Alpes et les voyages dans le nord de l'Italie, où l'épidémie devenait petit à petit incontrôlable. Au cours de la seconde moitié du mois de février, des tests ont commencé à être disponibles pour les personnes revenant de régions à risque. Les premiers cas ont été confirmés le 1er mars, tous ayant un lien épidémiologique avec l'Italie. Neuf jours plus tard, la première transmission de l'infection sur le territoire tchèque a été enregistrée, après qu'un chauffeur de taxi de Prague ait été testé positif sans aucun contact traçable. À partir de là, le nombre de personnes testées positives a commencé à augmenter et certaines mesures restrictives ont été introduites sept jours plus tard. Le premier décès a été enregistré le 22 mars.

#### La réponse dans le domaine de la santé

##### Tests

Dans les premiers jours de l'épidémie de coronavirus, le principal problème a été l'accès aux tests ou leur absence. Seules les personnes à antécédents ou présentant des symptômes pouvaient être testées. De

<sup>1</sup> Chiffres au 20 avril

nombreuses personnes ont été privées de l'accès aux tests par les autorités au motif qu'elles "ne remplissaient pas les critères épidémiologiques" et ont ensuite été testées positives dans des laboratoires privés. Actuellement, les tests sont effectués dans les hôpitaux, les laboratoires privés et publics et des "tentes de test" ont été installées dans les hôpitaux. Dans le même temps, des véhicules médicaux effectuent des tests à domicile pour les personnes qui ne peuvent pas se rendre à l'hôpital par leurs propres moyens, en particulier les personnes âgées. Au total, plus de 8 000 tests sont traités chaque jour.

#### *Manque de matériel médical*

Malgré les premières assurances du Premier ministre Andrej Babiš et du ministre de la Santé, un manque criant de tous les équipements de protection est vite apparu - pour les hôpitaux, les médecins généralistes, les dentistes, les maisons de retraite, etc. La réaction initiale de l'État a été malheureuse - la décision d'empêcher les spéculations et de garantir un équipement suffisant pour les hôpitaux publics en interdisant la vente et l'exportation gratuites d'équipements de protection aux entreprises privées s'est retournée contre lui. Les établissements médicaux privés ont été durement touchés, perdant toute possibilité de s'approvisionner et beaucoup ont dû fermer.

Dans le même temps, d'autres États européens ont critiqué cette décision et ont accusé les Tchèques de manquer de solidarité. La mesure a finalement été annulée. La situation concernant l'approvisionnement en outils de protection ne s'améliorait que lentement. Le premier approvisionnement important d'équipements médicaux n'est arrivé que le 21 mars en provenance de Chine. Dans un geste de relations publiques surprenant, l'avion (fourni par l'OTAN) a été accueilli par une délégation composée du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur et du

ministre des Finances - de nombreuses autres louanges à la Chine ont suivi, notamment de la part du président Miloš Zeman, partisan de longue date de la Chine. L'image de la Chine en tant que fournisseur d'aide continue de dominer le discours politique du gouvernement - ce qui contraste encore plus avec les critiques virulentes de l'Union par A. Babiš et M. Zeman.

#### *Obligation de se couvrir le visage dans les lieux publics*

Dans une tentative pour ralentir la propagation du virus, la République tchèque a été le premier pays européen à introduire l'obligation du port du masque, alors même qu'il était pratiquement impossible d'en acheter. Alors que n'importe quel morceau de tissu était autorisé et que les écharpes ou les châles étaient considérés tout autant acceptables que les masques faciaux, il s'en est suivi un niveau de mobilisation inédit de la population. Quiconque possédait une machine à coudre a entrepris de confectionner des masques et, en quelques jours, les écharpes étaient remplacées par des masques colorés artisanaux, souvent fournis gratuitement au public et offerts aux hôpitaux et aux maisons de retraite. L'adoption rapide du port du masque, promue par une campagne menée par la société civile "mon masque te protège, ton masque me protège", a été souvent citée en exemple par le Premier ministre, par exemple dans son tweet au président américain ou dans la campagne mondiale "Masks4All". Ces initiatives éclipsent toutefois le fondement douteux de la mesure qui empêche d'autres États de faire de même : l'État tchèque a rendu le port du masque obligatoire sans en fournir au public, ni mettre à sa disposition d'autres outils de protection.

#### **Mesures limitant la libre circulation des citoyens**

##### *Quarantaine et confinement*

Les premières mesures restrictives ont été introduites relativement tôt après le premier cas confirmé et ce qui a suivi a été un tourbillon de mesures, de conférences de presse et de revirements quotidiens. Le 7 mars, une quarantaine obligatoire de 14 jours a été imposée aux personnes revenant d'Italie. Trois jours plus tard, toutes les écoles ont été fermées et les événements de plus de 100 personnes interdits. Le 12 mars, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, ce qui a accéléré la procédure législative et a donné plus de pouvoir au gouvernement pendant un mois. L'état d'urgence est prolongé jusqu'au 30 avril. Cela signifie une suppression totale des événements de plus de 30 personnes, la limitation des heures d'ouverture des restaurants, la fermeture des sites sportifs et des restrictions de voyage. Le 14 mars, tous les magasins non indispensables et les restaurants ont été fermés. La libre circulation des citoyens a été limitée aux "déplacements essentiels" pour le travail, les voyages de médecins et l'aide aux membres de la famille, ce qui a placé le pays en quarantaine le 16 mars. Deux jours plus tard, il est devenu obligatoire de se couvrir le visage en public. Toutes ces mesures ont été mises en œuvre avant le premier décès lié au COVID-19 enregistré, survenu le 22 mars. L'opposition a soutenu les mesures prises par le gouvernement, mais beaucoup ont critiqué la soudaineté du changement et la communication chaotique avec laquelle diverses dispositions ont été introduites en succession rapide.

### *Restrictions de voyage*

Les contrôles aux frontières à tous les points de passage ont été activés le 7 mars, date à laquelle 21 cas de Covid-19 étaient enregistrés. L'état d'urgence a entraîné l'interdiction des transports publics internationaux par train et par bus. Des contrôles frontaliers ont été mis en place à certains postes frontière avec l'Allemagne et l'Autriche, et d'autres ont été fermés. En outre, il a été interdit de se rendre dans 16

"pays à risque", dont la Chine, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Belgique, etc. Dans le même temps, les citoyens de ces pays ont été interdits d'accès au territoire tchèque. Après le 13 mars, les possibilités de voyager à l'étranger ont été limitées aux cas exceptionnels strictement définis (voyages professionnels, déplacements médicaux, aide à un membre de la famille vivant à l'étranger).

Le groupe le plus touché par ces mesures a été les personnes résidant en République tchèque et travaillant à l'étranger, ou inversement. Après avoir été qualifiés de "risque trop important" par les autorités, leurs voyages transfrontières ont été interdits et ils ont été contraints de choisir un pays dans lequel rester. Cela a entraîné des problèmes, en particulier pour l'Allemagne et l'Autriche, car de nombreux hôpitaux et entreprises des régions frontalières dépendent fortement de travailleurs basés en République tchèque. Une intervention directe d'Angela Merkel a été nécessaire pour convaincre Andrej Babiš de trouver une solution temporaire, en vertu de laquelle les travailleurs transfrontaliers ont été autorisés à rester à l'étranger pendant trois semaines, puis à rentrer chez eux pendant deux semaines, qu'ils doivent passer en quarantaine. Cette disposition prévoit également une exception pour le personnel médical et les travailleurs "essentiels", pour lesquels elle ne s'applique pas - ils peuvent présenter leur certificat de travail et traverser la frontière comme à l'accoutumée.

### **Assouplissement des mesures restrictives**

Étant donné le ralentissement des nouvelles infections, le gouvernement a décidé d'assouplir les mesures restrictives le 7 avril, lorsque certains magasins "non essentiels", tels que les magasins de bricolage, les services de réparation et les installations sportives extérieures comme les courts de tennis et de golf ont été autorisés à rouvrir. La République tchèque est devenue le premier Etat membre à

moduler certaines de ces mesures. Une semaine plus tard, les règles relatives à la sortie du territoire ont été assouplies et les citoyens tchèques ont désormais le droit de quitter le pays dans des situations exceptionnelles, comme les urgences familiales ou le travail. Dans le même temps, le gouvernement a présenté un calendrier d'assouplissement des restrictions et de réouverture de l'économie<sup>2</sup> : à partir du 20 avril, chaque semaine apportera son lot d'ouvertures - d'abord les petites entreprises et les magasins, les centres sportifs, les restaurants (d'abord les terrasses pour la bière !), les coiffeurs, etc. Le dernier tour devrait avoir lieu le 8 juin, date à laquelle les choses pourraient revenir à la normale, tout en continuant à suivre des mesures spécifiques telles que le port de masques faciaux et le maintien de distance entre les personnes. Le 14 avril, le gouvernement a présenté un plan de réouverture progressive des écoles. Les enfants les plus jeunes (6-11 ans) retourneront à l'école en groupes alternés plus réduits dans la seconde moitié du mois de mai. Les autres groupes autorisés à des consultations spéciales avec leurs enseignants seront les élèves des dernières années de l'école (15 ans) ou du lycée (19 ans). Les autres élèves resteront très probablement à la maison jusqu'aux vacances d'été.

Le lent retour à la normale devrait être soutenu par la quarantaine dite "intelligente", inspirée de programmes similaires mis en œuvre à Singapour ou en Corée du Sud. Elle consiste en une série de mesures, allant des applications numériques, telles que les applications de suivi (sur la base du volontariat), aux tests intensifs et à la coopération avec les centres d'hygiène. Les épidémiologistes peuvent, sur la base du consentement d'un patient, utiliser les informations des

<sup>2</sup> <https://www.vlada.cz/assets/epidemie-koronaviru/dulezite-informace/uvolneni-schema-podnikatele-zivnostnici-14042020.pdf>

opérateurs de téléphonie mobile et les cartes de paiement pour établir une carte des contacts qui auraient pu être potentiellement infectés. Ces mesures sont utilisées pour identifier facilement tous les contacts d'une personne malade et les informer du risque potentiel. Le projet visant à permettre un retour rapide à la normale a été testé dans la région de Moravie du Sud. Si la majorité des personnes ne s'opposent pas au partage de leurs données personnelles pour la bonne cause, des interrogations subsistent quant à l'utilisation abusive potentielle des données et au manque de capacités du système pour analyser les empreintes numériques et assurer des réactions rapides, comme des tests à domicile.

### Réponse à la crise économique

Peu après l'application des mesures de confinement, il est devenu évident qu'une reprise économique sera un défi à la hauteur de la situation sanitaire. Le gouvernement y est rapidement arrivé avec les premières mesures, qui ont été actualisées à plusieurs reprises et, comme au niveau de l'Union, nous n'en avons probablement pas encore vu la fin. Le déficit prévu pour 2020 est passé de 40 milliards de CZK (1,4 milliard €) à 300 milliards de CZK (10,9 milliards €), comme l'a annoncé la ministre des Finances Alena Schillerova le 20 avril. Cela constitue une augmentation du déficit budgétaire de 0,7%, comme initialement prévu, à 5,3% du PIB.

#### *Aide aux entreprises*

Pour la période allant du 12 mars à fin avril (éventuellement prolongée), les entreprises peuvent demander à bénéficier du programme Antivirus, qui permet un chômage partiel, c'est-à-dire une compensation de 80% du salaire jusqu'à environ 1 000 €-1400 €. Les PME (moins de 250 employés) pourraient demander un prêt sans intérêt pour surmonter les problèmes de trésorerie dans le cadre des

programmes COVID et COVID II. COVID III est actuellement en cours de préparation. Les prêts sont accordés directement par les banques commerciales, mais l'État garantit 80% des prêts accordés par une banque commerciale et contribue aux intérêts jusqu'à concurrence d'un million de CZK. Les programmes COVID sont financés par les fonds de cohésion de l'Union et ne s'appliquent donc pas aux entreprises basées à Prague, qui n'est pas éligible au financement de la cohésion et doit chercher des solutions alternatives. Outre ces aides directes, le gouvernement a introduit le report des versements (si l'incapacité de payer est liée à la pandémie), une protection contre l'insolvabilité, le report des loyers ou des avances d'impôt dues en juin 2020.

#### *Aide aux travailleurs indépendants*

La situation des travailleurs indépendants, qui représentent environ 1 million de travailleurs en Rép. tchèque et qui sont plus vulnérables en temps de crise que les grandes entreprises, a suscité de nombreuses controverses. En mars, il a été annoncé que les paiements obligatoires de l'assurance sociale pouvaient être reportés, ainsi que les déclarations d'impôts pour 2019 et que d'autres mesures, comme celles appliquées aux entreprises, pouvaient être utilisées - comme le report du paiement du loyer ou des acomptes provisionnels. Toutefois, il s'agissait essentiellement de mesures de soutien passif. L'État a offert une aide unique de 25 000 CZK (environ 1 000 €), qui était fortement conditionnée. Après de nombreuses critiques, le programme a été remanié pour réduire les conditions, mais les travailleurs indépendants sont toujours considérés comme la partie la plus vulnérable de l'économie.

#### **Tout ce qui brille n'est pas de l'or**

Si les mesures semblent atteindre les objectifs fixés, la crise actuelle a révélé plusieurs problèmes structurels.

#### *Un leadership populiste*

Le gouvernement dirigé par le Premier ministre Andrej Babiš est un gouvernement de coalition, qui réunit son parti ANO et les sociaux-démocrates (ČSSD). Conformément à son style politique, A. Babiš a essayé de rester au centre du jeu, en participant à toutes les conférences de presse et en allant jusqu'à promettre qu'il livrerait personnellement des masques aux personnes dans le besoin. Une telle personnification de la réaction à une crise s'est vite avérée une entrave à son efficacité. Ce n'est que le 15 mars qu'une cellule de crise centrale (CCS) a été créée. Selon le protocole, la CCS aurait dû être dirigée par le ministre de l'Intérieur, ce que le Premier ministre a refusé, car le poste est occupé par Jan Hamáček, leader de son partenaire de coalition, le ČSSD, et qu'il aurait alors perdu sa position centrale. C'est le vice-ministre de la santé, Roman Prymula qui a donc été nommé à la tête de la CCS. Le 30 mars, Jan Hamáček a pris la direction de la CCS, lorsque R. Prymula a été chargé de préparer la "quarantaine intelligente". Le nombre de personnes sous les projecteurs a souvent provoqué de la désorganisation, y compris dans la communication - le ministère de la santé (dirigé par ANO) et le ministère de l'intérieur (dirigé par ČSSD) ont par exemple été d'avis divergents sur le type de magasins autorisés à ouvrir à partir du 20 avril.

#### *De bonnes choses pour des mauvaises raisons*

Si le nombre de personnes infectées indique que les mesures prises par le gouvernement fonctionnent, les raisons de ce succès restent incertaines. L'équipe d'A. Babiš n'a jamais présenté de stratégie ou plan concis. Lorsque le gouvernement a présenté un plan d'assouplissement des mesures le 14 avril, il a inclus des dates exactes pour les entreprises avec la précision que ces dates seront évaluées sur la base des "mesures épidémiologiques"

actuelles. Mais aucun chiffre ou argument clair qui conduirait à l'ouverture de diverses entreprises n'a été présenté, ce qui entraîne souvent frustration et malentendus. Il en va de même pour la question des frontières, alors que le gouvernement continue de répéter que "l'ouverture des frontières n'est pas une priorité", il ne présente pas les conditions dans lesquelles il envisage de lever ou d'assouplir l'interdiction de voyager. Le manque de transparence et de légitimité de certaines mesures, telles que l'interdiction de voyager pour les Tchèques, jette une ombre sur des mesures par ailleurs relativement efficaces.

### *Communication*

La communication a été problématique. Des conférences de presse gouvernementales ont eu lieu quotidiennement, en particulier durant la première moitié du mois de mars. Le Premier ministre en était généralement la voix prédominante, tandis que les ministres compétents en étaient souvent exclus. Les mesures ont été prises à une telle vitesse qu'il n'y a pas eu de temps pour en évaluer le succès ou l'efficacité. En même temps, du fait de cette rapidité, certaines décisions ont été prises de manière quelque peu discutable comme la fermeture des écoles sans consulter le ministre de l'Éducation. Le fait que les quatre principales figures du gouvernement - Babiš, Hamáček, Vojtěch et Prymula - ne s'entendent pas bien, entraîne un manque de coordination et des déclarations hâtives, ce qui rend difficile de suivre les derniers développements. L'ouverture des frontières, où chacun exprime son opinion plutôt qu'une information fiable, en est un bon exemple. A. Babiš a plusieurs fois adressé des remontrances publiquement à Vojtěch, montrant ainsi au public qu'il n'est pas satisfait de ses réponses.

\*\*\*

Deux exemples illustrent l'approche plutôt déstructurée du gouvernement tchèque. Les juristes et constitutionnalistes ont constaté que les restrictions de voyage, à long terme, pour les citoyens de leur propre pays étaient contraires à la Constitution. Dans le même temps, les sondages d'opinion montrent que la majorité des Tchèques (et surtout les électeurs plus âgés moins susceptibles de voyager) soutiennent la fermeture des frontières, car ils préfèrent la sécurité à la liberté. Dans ce contexte, le Premier ministre a choisi son camp lorsqu'il a déclaré que la réouverture des frontières n'était pas sa priorité, parce que "je ne sais pas où ils (les citoyens) iraient, parce que c'est sûr dans notre pays, avant et après le virus, ce sera toujours sûr ici et maintenant je recommanderais à tout le monde de rester en République tchèque".

Dans un autre ordre d'idées, parmi les endroits autorisés à ouvrir depuis le 20 avril, il y a les salons de coiffure... pour chiens. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi les salons de toilettage peuvent ouvrir quelques semaines avant les salons de coiffure, le ministre du Commerce, Karel Havlíček, a déclaré qu'il avait reçu de nombreux courriels de citoyens demandant ce service : "Cela peut sembler drôle, mais nous sommes une nation de propriétaires de chiens et les gens doivent couper les poils de leurs chiens au printemps".

*Zuzana Stuchlíková, Responsable du bureau de Bruxelles d'Europeum*